

Action collective et globalisation

Éléments de problématique (Séminaires du GRIMS 2010-2011)

À plusieurs égards, les séminaires de l'année universitaire 2010-2011 poursuivront la réflexion amorcée l'an dernier autour du thème « Les mouvements sociaux et la démocratie ». En 2009-2010, on s'est demandé en quoi les acteurs des mouvements sociaux étaient porteurs d'un programme de démocratisation des institutions et qu'elle signification lui accordaient-ils selon les contextes nationaux ou en fonction de réalités économiques et politiques différenciées (au Sud par comparaison au Nord, par exemple). En outre, on a exploré la diversité des enjeux à l'égard desquels le thème de la démocratisation était d'emblée abordé par certains groupes d'acteurs sociaux.

La démocratisation des institutions et le fonctionnement démocratique des organisations que se donnent les acteurs sociaux pour mener leurs luttes s'avèrent des voies de questionnement qu'il est difficile de traiter d'une manière complètement séparée. Les intentions des acteurs et leur mode d'expression ne sont pas sans liens avec les répercussions ou les effets engendrés par l'action.

Par ailleurs, comme on le sait, la démocratisation et les valeurs de justice sociale qui s'y rattachent, sont elles-mêmes inscrites dans un contexte plus large qui repose sur les processus de structuration du social. La globalisation est aujourd'hui un élément incontournable pour comprendre ces processus. C'est qu'il est devenu de plus en plus difficile de définir les problèmes sociaux et les politiques exclusivement en référence à un cadre institutionnel Westphalien. Non seulement prévalent une multiplicité d'échelles qui débordent de plus en plus ce cadre mais, de surcroît, les institutions internationales de régulation (comme les Nations-Unies, la Banque Mondiale, le FMI) qui ont été pensées en référence plus ou moins directement à ce cadre – et aux dires de certains qui ont été conçues avant tout pour protéger les intérêts des États-Unis – ne tiennent plus la route.

Dans quelle mesure et comment l'action collective et les mouvements sociaux peuvent-ils aider à éclairer le contexte social, politique et culturel que contribue à définir la globalisation? De quelle manière les nouvelles inégalités sociales souvent associées à la globalisation – entre populations du Nord et populations du Sud, entre urbains et ruraux, entre éduqués et non éduqués – sont-elles pris en compte par l'action collective? Quelle forme la promotion de la justice sociale peut-elle emprunter à l'échelle globale? Qu'en est-il de la solidarité?

Mais c'est aussi sur la nature même de la globalisation qu'il nous faut revenir. Est-ce que le terme ne tend pas à gommer un peu trop rapidement le cadre Westphalien qui continue de nos jours à influencer la grande majorité des politiques économiques et sociales? C'est en partie ce qui conduit par exemple

Nancy Fraser (2010) à parler de 'précarité transnationale', plutôt que de faire appel au qualificatif de 'global' auquel elle n'hésite pas à recourir par ailleurs.

Ces considérations préliminaires n'épuisent pas bien entendu le thème 'action collective et globalisation'. Elles constituent simplement un point de départ afin d'explorer les termes d'un débat destiné à examiner aussi bien les ressorts de l'action – son intentionnalité, ses formes d'engagement, ses valeurs, ses ressources – que les composantes du contexte dans lequel elle s'inscrit et que la globalisation contribue à structurer à plus d'un titre. C'est ce que nous proposons d'aborder cette année par l'entremise d'une série de séminaires publics.

Pavillon Lionel-Groulx, Université de Montréal, 3150 rue Jean-Brillant, local :

À noter, toutes les séances débutent à 13h30

Calendrier

- 24 septembre : Marcos Ancelovici, Département de sociologie, Université McGill
« Sphère publique et enjeux de justice sociale : discussion à partir des analyses de Nancy Fraser »
- 29 octobre : Jonathan Roberge, Chaire MCD, Uqam et Center for Cultural Sociology, Yale University
« Globalisation, culture et action citoyenne »
- 26 novembre : François Dubet, Université de Bordeaux II
(titre à venir)
- 17 décembre : Marie-Christine Doran, École d'Études politiques, Université d'Ottawa
« De la revitalisation de l'action collective à la démocratisation: les effets politiques des luttes contre l'impunité en Amérique latine »
- 28 janvier : Francis Dupuis-Déri, Université du Québec à Montréal, et Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
«Réflexions sur l'altermondialisme et la démocratie : Faut-il observer l'extérieur ou l'intérieur du mouvement?»
- 25 février : Raphaël Canet, Université d'Ottawa
« Le forum social mondial et la construction d'une autre mondialisation »
- 25 mars : Geneviève Nootens, Université du Québec à Chicoutimi
(titre à venir)

- 29 avril : Dominique Masson, Université d'Ottawa (avec une participation possible de Pascale Dufour, Université de Montréal)
(titre à préciser)
- 27 mai : Présentation des recherches en cours
(Cette séance aura lieu au Pavillon Charles-de Koninck, Université Laval)